REGIONE TOSCANA
Giunta Regionale

Direzione Generale della Presidenza
Settore Attività Internazionali
Autorità di Gestione Unica
P.O. Italia-Francia "Marittimo" 2007-2013
Via Vittorio Emanuele II, 64 – 50134 Firenze
Tel. +39/055/4382902 – 4382904 – 4382914 – 4382915
Fax +39/055/484110
www.maritimeit-fr.net
marittimo@regione.toscana.it

Prot. AAOGRT/ 255311 /F.45.70

Firenze, 17/10/2014

Au Chef de file du Projet ART2
Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale
de Bastia et de la Haute-Corse
Quai du Nouveau Port
20200 BASTIA

c.a.
Mr. Paul Trojani
Mr. Christophe Graziani
c.graziani@ccihc.fr

Objet: Programme de Coopération Transfrontalière Italie-France Maritime 2007 2013 - Appel à présentation de candidatures à projets simples pour initiatives de scouting, animation et coaching des entreprises de l'espace transfrontalier – Communication.

Monsieur le Chef de File,

suite aux décisions du Comité Directeur du Programme datées du 23 juillet 2014 et du 20 août 2014 et au Décret de la Région Toscane n. 4362 du 22/09/2014, dans l'attente de l'approbation du Décret d'engagement des dépenses, l'Autorité de Gestion Unique

communique

que le **Projet ART2** est admissible au financement et finançable pour un montant de **565.000,00 €** (dont € 423.750,00 FEDER).

Aux termes de la Loi Italienne n. 241/1990 et ses modifications successives, la documentation relative au Projet est accessible auprès des bureaux du Secrétariat Technique Conjoint, Via A. Nardini Despotti Mospignotti, 31 – 57126 LIVORNO, sur demande à l'Autorité de Gestion du P.O. Italie-France "Maritime" 2007-2013, Regione Toscana, Villa Fabbricotti, Via Vittorio Emanuele II n. 64, 50134 Firenze. La personne responsable de la procédure est Mme Maria Dina Tozzi.

Veuillez fournir, en tant que Chef de file du projet, les documents suivants dûment remplis, signés et datés:

1. **Convention entre le Chef de File et l'Autorité de Gestion et Convention Interpartenariale (souscrite par tous les partenaires).**

La **Convention entre le Chef de File et l'Autorité de Gestion** devra être dûment remplie dans les sections demandées et signée dans sa dernière page. Il est interdit de modifier le texte de la Convention.

La date de démarrage des projets, dont à l'article 2, est la date de démarrage des activités formellement communiquée par le Chef de file à l'AGU et, pour connaissance, au STC, qui en tous cas ne peut pas être antérieure au 20 août 2014 (date de clôture de la procédure écrite du Comité Directeur ayant pour objet l'approbation du classement concernant l'Appel). La période d'éligibilité des dépenses de mise en œuvre du projet découle à partir de cette date. La Convention devra être envoyée à l'Autorité de Gestion en deux exemplaires dans un délai de 30 jours après réception de cette communication.

La **Convention Interpartenariale** devra être dument remplie dans les sections demandées et signée par tous les partenaires du projet et envoyée en deux exemplaires dans un délai de 30 jours après réception de cette communication.

Les deux Conventions sont sur le site web du Programme www.maritimeit-fr.net à la section Documentation et devront être transmises en deux exemplaires à:

Programma Italia-Francia "Marittimo" 2007-2013
c/o REGIONE TOSCANA
Direzione Generale della Presidenza
Settore Attività Internazionali
Villa Fabbricotti - Via Vittorio Emanuele II, 62-64
50134 FIRENZE

2. Dossier de candidature

Etant donné l'évaluation du projet, le Chef de file doit également présenter, à la demande du Secrétariat Technique Conjoint et dans les 10 jours ouvrables successifs, toutes les intégrations nécessaires par rapport au chronogramme des activités et/ou aux indicateurs de réalisation et de résultats et/ou aux activités à réaliser dans le territoire de la Région PACA (Départements du Var et des Alpes-Maritimes).

3. Rapport de Monitorage initial

Quinze jours dès la date de la signature de la Convention avec l'Autorité de Gestion Unique, le Chef de File devra envoyer le **Rapport de Monitorage initial** au Secrétariat Technique Conjoint, selon le schéma prédéfini qui peut être téléchargé du site du Programme http://www.maritimeit-fr.net à la section Documentation.

4. Versement par anticipation des ressources

L'Autorité de Gestion Unique, sur demande explicite du Chef de file, procédera au versement d'une partie des ressources nécessaires pour la mise en œuvre du projet, égale à 25% de la contribution FEDER, suite à la stipulation de la Convention AGU-Chef de file. Le Chef de file versera l'anticipation liquidée par l'AGU aux partenaires selon la participation de chacun au budget du Projet sur la base de la Convention interpartenariale.

L'anticipation allouée sera réduite à 10% du FEDER total approuvé au moment où le total des dépenses comptabilisées (FEDER + NC) aura atteint le 60% (voir art. 7.5 de la Convention AGU-Chef de file).

Au cas de Chef de file privé, l'octroi de l'anticipation est subordonné à la présentation concomitante d'une garantie bancaire émise en faveur de la Région Toscane.

5. Aides d'Etat et propriété intellectuelle

Les Chefs de File sont invités à prendre connaissance des articles 7.1 et 11.5 concernant les Aides d'Etat ainsi que de l'article 14.5 concernant la propriété intellectuelle et à respecter les obligations y prévues.

6. Contrôleur de premier niveau

Afin d'accomplir toutes les obligations prévues par les règlements communautaires FEDER et par le Programme, nous invitons le Chef de File et le partenariat à entamer les procédures nécessaires à identifier le contrôleur de premier niveau pour la certification des dépenses et à familiariser dès que possible avec le système de gestion en ligne des demandes de remboursement (toutes les informations sont sur le site web http://www.maritimeit-fr.net à la section *Documentation*).

7. Echéances pour la soumission des Demandes Uniques de Remboursement (DUR)

Aux termes de l'article 5.7 du Manuel d'utilisation des projets simples, les DUR devront être présentées avant le 30 avril et le 31 octobre 2015 en respectant l'objectif de dépense prévue dans la Convention.
Etant donné que le délai de présentation de la DUR finale est de 120 jours à compter de la date de clôture du projet, nous vous rappelons que les activités du projet devront nécessairement se terminer au 31 octobre 2015 et que les seules dépenses soutenues avant le 31 décembre 2015 seront considérées comme admissibles au remboursement. Au delà de cette date même les dépenses de comptabilisation ne seront pas reconnues.
Par conséquent tous les partenaires du projet sont invités à prendre connaissance du Manuel d'utilisation des projets simples, version Rev_3_0, et du Manuel des procédures de comptabilisation des dépenses disponibles sur le site web du Programme, à la section *Avis public*, ainsi que de tout matériel concernant l'utilisation du système de gestion pour la comptabilisation des dépenses qui est disponible à la section *Documentation*. A cet égard, le Secrétariat Technique Conjoint transmettra au Chef de File tout matériel nécessaire à la collecte, par partenaire, des données des responsables du système de gestion (profils des utilisateurs).

8. Code Unique de projet (CUP)

Tous les projets doivent disposer d'un propre Code Unique de projet (CUP) aux termes de l'art 11. de la loi 16 janvier 2003, n. 3.
Il est signalé que pour les projets ayant un Chef de file italien, celui-ci est tenu à demander le CUP.
Par contre, si le Chef de file est français, la demande du CUP est à la charge du partenaire italien qui participe au projet avec l'engagement le plus important des ressources.
Les Chefs de file italiens (n'étant pas encore enregistrés) devront s'accréditer au système CUP par le biais de la procédure en ligne présente dans la section dédiée au CUP du site web http://cupweb.tesoro.it/CUPWeb/richiestaUtenza.do?service=init_ et procéder, successivement, avec la demande du CUP selon les modalités indiquées dans le site web http://www.cipecomitato.it/cup/cup.asp. Dès que le CUP sera généré, les informations relatives devront être transmises au Secrétariat Technique Conjoint.
Les Chefs de file français sont invités à envoyer la présente communication au partenaire italien qui participe au projet avec l'engagement plus important de ressources et qui sera chargé de suivre ladite procédure.

9. Les règles d'information et publicité

Les règlements de l'Union Européenne imposent aux bénéficiaires du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) le respect de certaines règles concernant les opérations d'information et publicité destinées au public.

Toutes les informations et mesures de caractère publicitaire- quelque soit l'instrument utilisé (publication papier, site web, vidéo)- doivent contenir le **logo de l'Union Européenne**, du **Programme** et le **slogan**. Ces informations doivent être positionnées dans un emplacement de premier ordre (première page par exemple).

Par ailleurs, les produits des projets doivent être réalisés dans les **deux langues du Programme** (italien et français).

Le manuel d'identité visuelle du Programme Italie/France Maritime 2007-2013, disponible en ligne au sein de la section *Communication* du site web www.maritimeit-fr.net, détaille les lignes directrices et les règles devant être respectées par les **bénéficiaires** du Programme tout en fournissant certaines illustrations.

Les personnes de contact au sein du Secrétariat Technique Conjoint pour le **Projet ART2** sont:

Dott.ssa Barbara Piergallina
E-mail: barbara.piergallina@maritimeit-fr.net
Dott. Antonio Arru
E-mail: antonio.arru@maritimeit-fr.net

Tel: +39 055-4382577

Pour tout renseignement concernant les règles d'information et publicité et la communication des projets, il est conseillé de contacter la **Chargée de Communication du Programme**:

Lesia Sargentini
lesia.sargentini@maritimeit-fr.net
tel. +39 335-7958319
skype: lesia.sargentini

Cordialement,

L'Autorité de Gestion Unique
(Responsable de la procédure)
Maria Dina Tozzi

Università di Pisa

Dipartimento di
Economia e Management

LETTERA DI CANDIDATURA

Il sottoscritto Pier Mario Pacini, nato a Uzzano (PT) il 21/11/1959, in qualità di rappresentante dell'organismo Dipartimento di Economia e Management dell'Università di Pisa,

DICHIARA

1) l'interesse dell'organismo che rappresento a partecipare come **Partner**, al Progetto **Appui aux Réseaux Touristiques Transfrontaliers - "ART²"**, che sarà presentato dalla **Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Bastia et de la Haute-Corse**, nell'ambito dell'Avviso per la presentazione di candidature di Progetti Semplici per "Iniziative di scouting , animazione e coaching delle imprese dello spazio transfrontaliero", previsto dal Programma di Cooperazione Transfrontaliero Italia-Francia "Marittimo" 2007-2013

2) che l'organismo che rappresento si impegna a svolgere le attività indicate e concordate nel Formulario di candidatura del Progetto summenzionato.
Le attività progettuali, attribuite all'organismo che rappresento, corrispondono a una previsione di spesa complessiva pari a 80.000,00 Euro;

3) che nel rispetto delle regole amministrative della struttura di appartenenza, conformemente alla normativa nazionale e comunitaria e nel caso in cui il progetto venga approvato e finanziato, la contropartita nazionale, pari a 20.000,00 Euro, sarà apportata dal Fondo di Rotazione ai sensi Delibera CIPE N. 36 del 15 giugno 2007 per un valore di € 20.000,00 ;

4) che in caso di approvazione e finanziamento del Progetto, l'organismo che rappresento integrerà, entro i termini indicati nella comunicazione dell' Autorità di Gestione, il dossier di candidatura, inviando la versione in originale delle lettere di candidatura e degli allegati presentati per fax al momento della presentazione della candidatura;

5) di accettare, in caso di approvazione e finanziamento del Progetto, che il Capofila stipuli, nel caso di partner di progetto, o di impegnarsi a stipulare, nel caso del Capofila, una Convenzione con l'Autorità di Gestione Unica del Programma, in rappresentanza del partenariato di Progetto, per la disciplina dei rapporti giuridici tra l'Autorità di Gestione Unica del Programma e il partenariato di Progetto medesimo;

7) di confermare che, per quanto di competenza dell'organismo da me rappresentato, le attività sopra menzionate non costituiscono duplicazione di lavori già eseguiti, non hanno beneficiato, non beneficiano e non beneficeranno di altri finanziamenti pubblici.

8) di essere a conoscenza delle modalità di funzionamento del circuito finanziario del Programma di Cooperazione Transfrontaliero Italia-Francia "Marittimo" 2007-2013, il quale prevede l'erogazione dei contributi a titolo di rimborso delle spese effettivamente sostenute una volta che queste siano state certificate secondo il sistema di controllo delle spese previsto dalle procedure di controllo e rendicontazione del Programma medesimo.

Dipartimento di Economia e Management
Via Cosimo Ridolfi, 10 – 56124 Pisa
C.F. 80003670504 – P.I. 00286820501
Tel. 050.2216295 Fax 050.2210603 e-mail: direzione@ec.unipi.it
Web: http://www.ec.unipi.it

9) che l'organismo che rappresento possiede l'adeguata capacità finanziaria necessaria a garantire la realizzazione del Progetto per la quota di sua competenza e, in caso di approvazione del Progetto, si impegna ad assicurare con riferimento al cronogramma di Progetto la copertura finanziaria necessaria a sostenere e gestire in via anticipata le spese previste per la realizzazione delle attività progettuali.

10) di autorizzare il trattamento dei dati personali forniti nel corso delle procedure legate al bando ai sensi del Decreto Legislativo 30 giugno 2003 n.196.

Pisa, 8/05/2014

Dipartimento di Economia e Management
Via Cosimo Ridolfi, 10 – 56124 Pisa
C.F. 80003670504 – P.I. 00286820501
Tel. 050.2216295 Fax 050.2210603 e-mail: direzione@ec.unipi.it
Web: http://www.ec.unipi.it

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

La Cooperazione al cuore del Mediterraneo

La Coopération au coeur de la Méditerranée

CONVENTION INTERPARTENARIALE

pour la réalisation du Projet intitulé :

« APPUI AUX RESEAUX TOURISTIQUES TRANSFRONTALIERS – ART² »

CONVENZIONE INTERPARTENARIALE

per la realizzazione del Progetto denominato :

« APPUI AUX RESEAUX TOURISTIQUES TRANSFRONTALIERS – ART² »

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

CONSIDERANT la candidature du Projet « APPUI AUX RESEAUX TOURISTIQUES TRANSFRONTALIERS – ART² » présentée à valoir sur l'Appel à candidatures de Projets Simples pour pour initiatives de scouting, animation et coaching des entreprises de l'espace transfrontalier, publié sur le BURT (Bollettino Ufficiale della Regione Toscana) du 09 avril 2014 et approuvé par le décret de la Région Toscane n. 1198 du 27 mars 2014;

VUS les Règlements communautaires et modifications successives concernant les interventions des Fonds structurels:

- Règlement (CE) n. 1080/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif au Fonds Européen de Développement Régional;
- Règlement (CE) n. 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 relatif au FEDER, FSE et Fonds de cohésion et modifications successives;
- Règlement (CE) n. 1828/2006 du 8 décembre 2006 de la Commission établissant les modalités d'exécution du Règlement (CE) n. 1083/2006 et modifications successives;
- Règlement (CE) n. 1564/2005 de la Commission du 7 septembre 2005, établissant les formulaires standard pour la publication d'avis dans le cadre des procédures de passation des marchés publics conformément aux directives du Parlement européen et du Conseil 2004/17/CE et 2004/18/CE et successives modifications;

VUE la Directive 2004/17/CE du Parlement européen et du Conseil, du 31 mars 2004, portant sur la coordination des procédures de passation des marchés, dans le secteur de l'eau et de l'énergie, des organismes qui fournissent des services de transport et des services postaux et les modifications successives;

VUE la Directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil, du 31 mars 2004, relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et successives modifications;

CONSIDERATA la candidatura del Progetto « APPUI AUX RESEAUX TOURISTIQUES TRANSFRONTALIERS – ART² » presentata a valere sull'Avviso per la presentazione di candidature per Progetti Semplici per iniziative di scouting, animazione e coaching delle imprese dello spazio transfrontaliero pubblicato sul BURT (Bollettino Ufficiale della Regione Toscana) del 9 aprile 2014 approvato con decreto della Regione Toscana n. 1198 del 27 marzo 2014;

VISTI i Regolamenti comunitari e successive modifiche che disciplinano gli interventi dei Fondi strutturali:

- Regolamento (CE) n. 1080/2006 del Parlamento Europeo e del Consiglio del 5 luglio 2006 relativo al Fondo Europeo di Sviluppo Regionale;
- Regolamento (CE) n. 1083/2006 del Consiglio dell'11 luglio 2006 relativo al FESR, FSE e Fondo di coesione, e successive modifiche;
- Regolamento (CE) n. 1828/2006 dell'8 dicembre 2006 della Commissione che stabilisce le modalità di esecuzione del Regolamento (CE) n. 1083/2006, e successive modifiche;
- Regolamento (CE) n. 1564/2005 della Commissione del 7 settembre 2005, che stabilisce modelli di formulari per la pubblicazione di bandi e avvisi relativi a procedure di aggiudicazione degli appalti pubblici conformemente alle direttive del Parlamento europeo e del Consiglio 2004/17/CE e 2004/18/CE e successive modifiche,

VISTA la Direttiva 2004/17/CE del Parlamento europeo e del Consiglio, del 31 marzo 2004, che coordina le procedure di appalto degli enti erogatori di acqua e di energia, degli enti che forniscono servizi di trasporto e servizi postali e successive modifiche;

VISTA la Direttiva 2004/18/CE del Parlamento europeo e del Consiglio, del 31 marzo 2004, relativa al coordinamento delle procedure di aggiudicazione degli appalti pubblici di lavori, di

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

VUE la Directive 2001/42/CE 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement;

VU le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) – Titre VII Chapitre I «Règles de concurrence» et les articles 107-109 «Aides accordées par les Etats», ainsi que le Règlement (UE) n. 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne aux aides "de minimis";

VU le Règlement (CE EURATOM) n. 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes et successives modifications;

VUES les normes communautaires en matières des politiques horizontales (protection de l'environnement, égalité des chances, concurrence et marché public);

VUES les normes en matières d'éligibilité des dépenses comme définies par chaque État membre et applicables au Programme Opérationnel, notamment:

1. au niveau national italien, le D.P.R. 3 octobre 2008, n. 196 publié sur la Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana le 17 décembre 2008, n. 294, « Règlement d'exécution du Règlement (CE) N. 1083/2006 portant dispositions sur le Fonds européen de développement régional, sur le Fonds social européen et sur le Fonds de cohésion »,
2. au niveau national français, le Décret du Ministère de l'Environnement, du Développement et de l'Aménagement du Territoire du 3 septembre 2007 établissant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes cofinancés des fonds structurels pour la période 2007-2013 (Décret MEDAD n. 2007-1303 du 3 septembre 2007 JO 4-9-2007);

forniture e di servizi e successive modifiche;

VISTA la Direttiva 2001/42/CE del Parlamento europeo e del Consiglio del 27 Giugno 2001 concernente la valutazione degli effetti di determinati piani e programmi sull'ambiente;

VISTO il Trattato sul Funzionamento dell'Unione Europea (TFUE) - Titolo VII Capo I "Regole di concorrenza" e gli articoli 107-109 "Aiuti concessi dagli Stati", nonché il Regolamento (UE) n. 1407/2013 della Commissione del 18 dicembre 2013 relativo all'applicazione degli articoli 107 e 108 del trattato sul funzionamento dell'Unione europea agli aiuti "de minimis";

VISTO il Regolamento (CE EURATOM) n. 1605/2002 del Consiglio del 25 giugno 2002 che stabilisce il regolamento finanziario applicabile al bilancio generale delle Comunità europee e successive modifiche;

VISTE le norme comunitarie relative alle politiche orizzontali (protezione dell'ambiente, pari opportunità, regole sulla concorrenza ed appalti pubblici);

VISTE le norme in materia di ammissibilità delle spese definite da ciascuno Stato Membro e applicabili al Programma Operativo, in particolare:

1. a livello nazionale italiano il D.P.R. 3 ottobre 2008, n. 196 pubblicato in Gazzetta Ufficiale 17 dicembre 2008, n. 294, "Regolamento di esecuzione del Regolamento (CE) n. 1083/2006 recante disposizioni generali sul Fondo europeo di sviluppo regionale, sul Fondo sociale europeo e sul Fondo di coesione",
2. a livello nazionale francese il Decreto del Ministère de l'Environnement, du Développement et de l'Aménagement du Territoire del 3 settembre 2007 che stabilisce le regole nazionali di ammissibilità delle spese per i programmi cofinanziati dai fondi strutturali per il periodo 2007-2013 (Decreto MEDAD n. 2007-1303 del 3 settembre 2007 JO 4-9-2007);

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

VU le Manuel d'Utilisation publié sur le site du Programme et modifications successives;

VUES les Procédures de comptabilisation des dépenses du Programme Opérationnel Italie-France "Maritime" 2007-2013 pour la mise en œuvre des contrôles aux termes de l'art. 16 du Règlement (CE) n. 1080/2006;

VUE la Convention signée entre le partenaire Chef de file et l'Autorité de Gestion Unique du Programme Maritime;

ENTRE

Partenaire 1 – Chambre de Commerce et d'Industrie de Bastia et de la Haute-Corse, représenté par **Monsieur Paul TROJANI**, en qualité de Président, appelé par la suite Chef de file (CF),

ET

Partenaire 2 – Agence du Tourisme de la Corse - ATC, représenté par **Madame Vanina PIERI**, en qualité de Présidente appelé par la suite Partenaire 2,

ET

Partenaire 3 - Camera di Commercio Industria Artigianato e Agricoltura di Livorno représenté par **Monsieur Sergio COSTALLI,** en qualité de Président, appelé par la suite Partenaire 3.

ET

Partenaire 4 - Dipartimento di Economia e Management – Università di Pisa**,** représenté par **Monsieur Pier Mario PACINI,** en qualité de Directeur appelé par la suite Partenaire 4.

ET

Partenaire 5 - Provincia di Sassari représenté par **Madame Alessandra GIUDICI**, en qualité de Présidente appelé par la suite Partenaire 5.

VISTO il Manuale d'Uso pubblicato sul sito del Programma e successive modifiche;

VISTE le Procedure di rendicontazione delle spese del Programma Operativo Italia-Francia "Marittimo" 2007-2013 per l'effettuazione dei controlli di cui all'art. 16 del Regolamento (CE) n. 1080/2006;

VISTA la Convenzione siglata tra il partner Capofila e l'Autorità di Gestione Unica del Programma Marittimo;

TRA

Partner 1 – Chambre de Commerce et d'Industrie de Bastia et de la Haute-Corse, rappresentato dal **Signor Paul TROJANI** in qualità di Presidente in seguito denominato Capofila (CF),

E

Partner 2 - Agence du Tourisme de la Corse - ATC, rappresentato dalla **Signora Vanina PIERI,** in qualità di Presidente, in seguito denominato Partner 2,

E

Partner 3 - Camera di Commercio Industria Artigianato e Agricoltura di Livorno rappresentato dal **Signor Sergio COSTALLI,** in qualità di *Presidente*, in seguito denominato Partner 3.

E

Partner 4 - Dipartimento di Economia e Management – Università di Pisa rappresentato dal **Signor Pier Mario PACINI,** in qualità di Direttore, in seguito denominato Partner 4.

E

Partner 5 - Provincia di Sassari rappresentato dalla **Signora Alessandra GIUDICI,** in qualità di Presidente, in seguito denominato Partner 5.

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

ET

Partenaire 6 - Innolabs srl, représenté par **Monsieur Marco CELI,** en qualité de gérant, appelé par la suite Partenaire 6.

ET

Partenaire 7 - Centro Ligure per la Produttività – CCIAA di Genova, représenté par **Madame PATRIZIA DE LUISE**, en qualité de Présidente, appelé par la suite Partenaire 7.

IL EST CONVENU ET ADOPTE CE QUI SUIT:

Article 1 – Objet de la Convention

1. La présente Convention définit les modalités de coopération entre les signataires, les Partenaires du Projet, et les responsabilités respectives pour la réalisation du Projet dénommé : « APPUI AUX RESEAUX TOURISTIQUES TRANSFRONTALIERS – ART² ».

2. Les documents suivants figurants en annexe sont partie intégrante de la Convention et formeront le Dossier de Projet:

1. Lettres de candidature de chaque partenaire,
2. Formulaire de candidature pour la présentation du Projet,
3. Déclaration de chaque partenaire attestant l'option de la contribution en *de minimis* (*le cas échéant*),
4. (*pour les partenaires français*) Déclarations sur l'honneur de l'organisme garantissant le cofinancement pour le partenaire (*indiquer le cas échéant)*,
5. Déclarations du Recteur de l'Université partenaire, attestant la présentation de la candidature de la part de son Institut (*le cas échéant*).

Article 2 – Durée

E

Partner 6 - Innolabs srl, rappresentato dal **Signor Marco CELI**, in qualità di dirigente, in seguito denominato Partner 6.

E

Partner 7 - Centro Ligure per la Produttività – CCIAA di Genova, rappresentato dalla **Signora PATRIZIA DE LUISE,** in qualità di Presidente in seguito denominato Partner 7.

SI CONVIENE E SI STIPULA QUANTO SEGUE:

Articolo 1 – Oggetto della Convenzione

1. La presente Convenzione definisce le modalità di cooperazione tra le parti firmatarie, Partner di Progetto, e le rispettive responsabilità per la realizzazione del Progetto denominato : « APPUI AUX RESEAUX TOURISTIQUES TRANSFRONTALIERS – ART² ».

2. Costituiscono parte integrante della presente Convenzione i seguenti documenti uniti in allegato, che costituiranno la Cartella di Progetto:

1. Lettere di candidatura di ogni partner,
2. Formulario di candidatura per la presentazione del Progetto,
3. Dichiarazioni di ogni partner attestanti l'opzione del contributo in *de minimis* (*ove pertinenti*),
4. *(per i partner francesi)* Dichiarazioni dell'organismo garante del cofinanziamento per il partner (*ove pertinenti*),
5. Dichiarazioni del Rettore del partner Università, attestante la presentazione della candidatura da parte del proprio Ateneo (*ove pertinenti*).

Articolo 2 – Durata

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

1. La présente Convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature de la part de l'AGU.

Sa validité s'étend jusqu'à la date du versement du solde final au Programme de la part de la Commission.

La durée du projet est celle déclarée dans le Formulaire de candidature, celle-ci court à partir de la date de démarrage communiquée par écrit dans la déclaration de démarrage des activités de la part du CF du projet à l'AGU, date qui cependant ne pourra pas être antérieure au 20 août 2014.

Article 3 – Obligations et responsabilités du Chef de file

1. Les partenaires désignent d'un commun accord ***Chambre de Commerce et d'Industrie de Bastia et de la Haute-Corse*** comme Chef de file (CF) du Projet qui:

a) coordonne les partenaires signataires de la présente Convention lors de la réalisation du Projet qui fait l'objet de cette Convention;

b) signe la Convention entre l'Autorité de Gestion Unique (AGU) et le CF à valoir sur le Projet qui fait l'objet de cette Convention;

c) communique à l'AGU la date du début du Projet;

d) est responsable de la répartition des tâches entre les partenaires garantissant le flux des informations vers ceux-ci et assure que les activités soient réalisées selon les modalités et les délais prévus par le Formulaire de candidature;

e) assure la conformité de l'exécution de toute l'opération du point de vue physique, financier et au niveau des procédures;

f) est responsable pour la bonne gestion financière du Projet vis-à-vis de l'AGU;

g) est le seul interlocuteur dans les relations avec l'AGU, l'Autorité de Certification Unique (ACU) et l'Autorité d'Audit Unique (AAU);

1. La presente Convenzione entra in vigore dalla data della sua sottoscrizione da parte dell'AGU.

La sua validità si estende fino alla data di erogazione del saldo finale al Programma da parte della Commissione.

La durata del progetto è quella dichiarata nel Formulario di candidatura, essa decorre dalla data di avvio comunicata per iscritto nella dichiarazione di inizio attività da parte del CF del progetto all'AGU, data che comunque non può essere antecedente al 20 agosto 2014.

Articolo 3 – Obblighi e responsabilità del Capofila

1. I partner designano di comune accordo ***Chambre de Commerce et d'Industrie de Bastia et de la Haute-Corse*** quale Capofila (CF) di Progetto che:

a) coordina i partner firmatari della presente Convenzione in ordine alla realizzazione del Progetto oggetto della medesima;

b) firma la Convenzione tra Autorità di Gestione Unica (AGU) e CF a valere sul Progetto oggetto della presente Convenzione;

c) comunica all'AGU la data di avvio del Progetto;

d) è responsabile della ripartizione dei compiti tra i partner, garantisce il flusso delle informazioni nei confronti degli stessi e si assicura che le attività siano realizzate secondo le modalità e i tempi previsti dal Formulario di candidatura;

e) assicura la buona esecuzione dell'intero progetto in termini di realizzazione procedurale, fisica e finanziaria;

f) è responsabile della sana gestione finanziaria del Progetto nei confronti dell'AGU;

g) è unico referente nei rapporti con l'AGU, l'Autorità di Certificazione Unica (ACU) e l'Autorità di Audit Unica (AAU);

h) risponde, in qualità di referente unico per

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

h) répond, en sa qualité d'interlocuteur unique pour tous les partenaires, aux demandes d'information et/ou de modification de l'AGU notamment pour ce qui concerne les données et les éléments concernant l'avancement physique, administratif et financier, nécessaires pour la mise en œuvre du système de suivi;

i) assure le respect des normes communautaires, nationales et régionales concernant l'éligibilité des dépenses, la passation de marchés publics, les règles de concurrence, la protection de l'environnement, les égalités des chances, l'information et la publicité;

j) utilise un système de comptabilité séparée ou bien une codification comptable appropriée pour toutes les transactions concernant l'opération ; assure, par le biais d'une déclaration signée sous la responsabilité de chacun des partenaires, que le partenariat adopte un système de comptabilité séparée ou bien une codification comptable appropriée pour toutes les transactions concernant l'opération;

k) conserve et rend disponible sur demande de la Commission européenne, de l'AGU et de tout autre organisme ayant droit, toute la documentation concernant la mise en œuvre du Projet pour une période de trois ans suivant la clôture du Programme aux termes de l'art. 90 du Reg. (CE) n. 1083/2006 sans préjudice des règles applicables en matière d'aides d'État conformément à l'article 107 du TFUE;

l) coopère pendant les phases de contrôle effectuées par les organismes de contrôle et de certification de premier niveau, de l'AGU, de l'ACU, de l'AAU et des services communautaires compétents et de la part de tout autre organisme autorisé, en en acceptant les conséquences;

m) reçoit le versement de la contribution publique communautaire (FEDER) et verse aux autres partenaires leurs parts respectives de la contribution, intégralement dans les tutti i partner, alle richieste di informazioni e/o di modifiche dell'AGU con particolare riferimento ai dati ed agli elementi inerenti l'avanzamento fisico, amministrativo e finanziario, necessari all'alimentazione del sistema di monitoraggio;

i) assicura il rispetto delle normative comunitarie, nazionali e regionali rilevanti in materia di ammissibilità delle spese, procedure di evidenza pubblica, appalti pubblici, concorrenza, protezione dell'ambiente, pari opportunità, informazione e pubblicità;

j) utilizza un sistema di contabilità separata o una codificazione contabile adeguata per tutte le transazioni relative all'operazione; garantisce, attraverso una dichiarazione sottoscritta da ciascun partner, che il partenariato adotti un sistema di contabilità separata o una codificazione contabile adeguata per tutte le transazioni relative all'operazione;

k) conserva e rende disponibile su richiesta della Commissione europea, dell'AGU e di qualsiasi organismo che ne abbia diritto, tutta la documentazione relativa all'attuazione del Progetto per un periodo di tre anni successivi alla chiusura del Programma ai sensi dell' art. 90 del Reg. (CE) n. 1083/2006 fatti salvi i requisiti stabiliti dalle norme in materia di aiuti di Stato ai sensi dell'art. 107 del TFUE;

l) coopera durante le fasi di controllo esperite dagli organismi di controllo e di certificazione di primo livello, dall'AGU, dall'ACU, dall'AAU e dai servizi comunitari competenti nonché da qualsiasi organismo che ne abbia diritto accettandone le conseguenze;

m) riceve il versamento del contributo pubblico comunitario (FESR) ed eroga agli altri partner le rispettive quote di contributo, integralmente e senza indugio, comunque non oltre 45 giorni salvo comprovate impossibilità di adempiere;

n) comunica all'AGU l'avvenuta ricezione del versamento dei contributi specificandone la Domanda Unica di Rimborso (DUR) di

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

délais les plus brefs, et de toute manière dans les 45 jours sauf impossibilité attestée de respecter ces délais;

n) communique à l'AGU la réception du versement des contributions en spécifiant la Demande Unique de Remboursement (DUR) en question;

o) élabore et transmet les rapports ordinaires et d'éventuels rapports extraordinaires de suivi selon les modalités et les délais requis par l'AGU;

p) adopte le Système Informatisé de Gestion, Suivi, Comptabilité et Contrôle du Programme, en se dotant des outils nécessaires et en assure l'adoption de la part du partenariat; si un ou plusieurs partenaires sont objectivement dans l'impossibilité de le faire, il s'occupera à leur place de l'alimentation du Système Informatisé de Gestion, Suivi, Comptabilité et Contrôle du Programme;

q) collationne la documentation comptable venant des partenaires dans le but de préparer les DUR;

r) coopère avec les organismes de gestion du Programme pour perfectionner la documentation comptable en cas de demande d'intégration et/ou de rectification des demandes de remboursement;

s) prépare les DUR et les transmet à l'AGU comme prévu par les procédures de comptabilité du Programme;

t) vérifie la validation, de la part des contrôleurs, des dépenses déclarées par les bénéficiaires qui participent à l'opération;

u) contrôle la conformité des dépenses avec les normes d'admission des dépenses et avec les activités prévues par le Projet et rectifie les comptes-rendus financiers des partenaires, si nécessaire, en s'assumant la responsabilité financière;

v) assure que les dépenses déclarées par les bénéficiaires qui participent à l'opération ont été effectuées pour atteindre les objectifs prévus par l'opération;

riferimento;

o) elabora e trasmette i rapporti ordinari ed eventuali rapporti straordinari di monitoraggio nei tempi e nei modi richiesti dall'AGU;

p) adotta il Sistema Informatico di Gestione, Monitoraggio, Rendicontazione e Controllo del Programma dotandosi della strumentazione necessaria e ne assicura l'adozione da parte del partenariato; qualora uno o più partner siano oggettivamente impossibilitati, provvede all'alimentazione del Sistema Informatico di Gestione, Monitoraggio, Rendicontazione e Controllo del Programma per loro conto;

q) collaziona la documentazione contabile proveniente dai partner finalizzata alla predisposizione delle DUR;

r) coopera con gli organismi preposti alla gestione del Programma al fine di perfezionare la documentazione contabile in caso di richiesta di integrazione e/o rettifica delle domande di rimborso;

s) predispone le DUR e le trasmette all'AGU così come previsto dalle procedure di rendicontazione del Programma;

t) verifica la convalida, da parte dei controllori, delle spese dichiarate dai beneficiari che partecipano all'operazione;

u) controlla la conformità delle spese in ordine alle norme di ammissibilità delle stesse ed in ordine alle attività previste dal Progetto e rettifica i rendiconti dei partner, ove necessario, recandone la responsabilità finanziaria;

v) assicura che le spese dichiarate dai beneficiari che partecipano all'operazione siano state sostenute per il perseguimento degli obiettivi previsti dall'operazione;

w) dichiara che le attività realizzate e contabilizzate da lui medesimo durante la messa in opera del progetto non costituiscono duplicazione di lavori già eseguiti, non hanno beneficiato e non beneficiano di altri finanziamenti pubblici e che dette attività

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

w) déclare que les activités réalisées et comptabilisées par lui même pendant la mise en œuvre du Projet ne représentent pas un double emploi de travaux déjà exécutés, n'ont pas bénéficié et ne bénéficient pas d'autres financements publics et que ces activités constituent des solutions innovantes ;

x) garantit, par le biais d'une déclaration soussignée sous la responsabilité de chacun des partenaires du projet, que les activités réalisées par le partenariat pendant la mise en œuvre du Projet ne représentent un double emploi de travaux déjà exécutés, n'ont pas bénéficié et ne bénéficient pas d'autres financements publics à valoir sur les mêmes activités et que ces activités constituent des solutions innovantes.

y) perfectionne les procédures de dégagement d'office sur demande de l'AGU en procédant aux modifications nécessaires du budget;

z) est responsable pour les procédures de recouvrement des montants indûment versés aux bénéficiaires;

aa) en cas d'irrégularité il assume la responsabilité de la déclaration inhérente les dépenses soutenues et il s'engage à rembourser à l'ACU les sommes indûment perçues, conformément à la documentation du Programme au sens de l'article 17 du Reg. (CE) n. 1080/2006.

bb) est responsable pour la vérification du respect du régime d'aides d'État par le partenariat du projet et des acteurs/institutions non partenaires qui bénéficient des actions menées par le projet.

Article 4 – Obligations et responsabilités des autres partenaires du Projet

1. En donnant mandat au CF pour la coordination technique et administrative du Projet, les partenaires:

a) réalisent leurs activités respectives selon les modalités et les délais prévus par le

costituiscono soluzioni innovative;

x) garantisce, attraverso una dichiarazione sottoscritta da ciascun partner del progetto, che le attività realizzate dal partenariato durante la messa in opera del Progetto non costituiscono duplicazione di lavori già eseguiti, non hanno beneficiato e non beneficiano di altri finanziamenti pubblici a valere sulle medesime attività e che dette attività costituiscono soluzioni innovative;

y) perfeziona le procedure di disimpegno dietro richiesta dell'AGU operando le necessarie rimodulazioni di budget;

z) è responsabile delle procedure di recupero degli importi indebitamente versati ai beneficiari;

aa) in caso di irregolarità si assume la responsabilità della dichiarazione rilasciata in ordine alle spese da esso sostenute e si obbliga a riversare all'ACU quanto indebitamente ricevuto in conformità a quanto previsto dalla documentazione del Programma ai sensi dell'art. 17 del Reg. (CE) n. 1080/2006;

bb) è responsabile della verifica del rispetto della disciplina degli aiuti di stato da parte del partenariato di progetto e di quegli attori/istituzioni non partner che beneficiano delle azioni realizzate dal progetto stesso.

Articolo 4 – Obblighi e responsabilità degli altri partner del Progetto

1. I partner dando mandato al CF del coordinamento tecnico e amministrativo del Progetto:

a) realizzano le rispettive attività secondo le modalità e i tempi previsti dal Formulario di

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

Formulaire de candidature et modifications successives, dans le respect du budget prévu;

b) assurent la conformité de l'exécution de l'opération au niveau de la réalisation physique, financière et procédurale de leur compétence;

c) informent dans les délais les plus brefs le CF de retards éventuels, de contraints, de conditions qui empêchent la bonne réalisation du Projet selon les modalités et les délais prévus;

d) accueillent les modifications de la documentation du Projet proposées éventuellement par les organismes de gestion du Programme et/ou les modifications éventuelles de la documentation du Projet effectuées par le partenariat, en conformité avec les procédures prévues par la documentation du Programme;

e) coopèrent pour les demandes d'informations et/ou de modifications de la part de l'AGU notamment en ce qui concerne les données et les éléments inhérents à l'avancement physique, administratif et financier, nécessaires pour la mise en œuvre du système de suivi;

f) assurent le respect des normes communautaires, nationales et régionales concernant l'éligibilité des dépenses, la passation de marchés publics, les règles de concurrence, la protection de l'environnement, les égalités des chances, l'information et la publicité

g) adoptent et déclarent d'adopter un système de comptabilité séparée ou une codification comptable appropriée pour toutes les transactions concernant l'opération;

h) conservent et rendent disponibles sur demande de la Commission européenne, de l'AGU et de tout autre organisme ayant droit, toute la documentation concernant la mise en œuvre du Projet pour une période de trois ans suivant la clôture du Programme opérationnel aux termes de l'art. 90 du Reg.

candidatura e successive modifiche, nel rispetto del budget previsto;

b) assicurano la buona esecuzione del progetto, in termini di realizzazione procedurale, fisica e finanziaria, per la quota di propria competenza;

c) informano tempestivamente il CF di eventuali ritardi, impedimenti, condizioni che non permettano la piena realizzazione del Progetto nel rispetto dei tempi e delle modalità previste;

d) recepiscono le modifiche della documentazione di Progetto eventualmente proposte dagli organismi di gestione del Programma e/o le eventuali modifiche della documentazione di Progetto stabilite dal partenariato, in conformità delle procedure previste dalla documentazione di Programma;

e) cooperano in ordine alle richieste di informazioni e/o di modifiche dell'AGU con particolare riferimento ai dati ed agli elementi inerenti l'avanzamento fisico, amministrativo e finanziario, necessari per l'alimentazione del sistema di monitoraggio;

f) assicurano il rispetto delle normative comunitarie, nazionali e regionali rilevanti in materia di ammissibilità delle spese, procedure di evidenza pubblica, appalti pubblici, concorrenza, protezione dell'ambiente, pari opportunità, informazione e pubblicità;

g) adottano e dichiarano di adottare un sistema di contabilità separata o una codificazione contabile adeguata per tutte le transazioni relative all'operazione;

h) conservano e rendono disponibile su richiesta della Commissione europea, dell'AGU e di qualsiasi organismo che ne abbia diritto, tutta la documentazione relativa all'attuazione del Progetto per un periodo di tre anni successivi alla chiusura del programma ai sensi dell' art. 90 del Reg. (CE) n. 1083/2006 fatti salvi i requisiti stabiliti dalle norme in materia di aiuti di Stato ai sensi dell'art. 107 del TFUE;

(CE) n. 1083/2006 sans préjudice des règles applicables en matière d'aides d'État conformément à l'article 107 du TFUE;

i) coopèrent pendant les phases de contrôles effectuées par le CF, par les organismes de contrôle et de certification de premier niveau, de l'AGU, de l'ACU, de l'AAU et des services communautaires compétents et de la part de tout autre organisme autorisé, en en acceptant les conséquences;

j) reçoivent le versement des contributions et informent dans les délais les plus brefs le CF en spécifiant la DUR en question;

k) élaborent et transmettent les rapports ordinaires et d'éventuels rapports extraordinaires de suivi selon les modalités et les délais demandés par le CF;

l) adoptent le Système Informatisé de Gestion, Suivi, Comptabilité et Contrôle du Programme, en se dotant des outils nécessaires;

m) préparent la documentation comptable et toute autre information nécessaire au compte-rendu des dépenses et de la préparation de la DUR en attestant la conformité pour atteindre les objectifs prévus par l'opération. Ils transmettent cette documentation aux services de contrôle et de certification de premier niveau prévus pour la vérification des procédures de comptabilité du Programme;

n) reçoivent des services de contrôle et de certification de premier niveau l'attestation de certification des dépenses effectuées et en vérifient la conformité et l'exactitude par rapport au cadre financier du Projet pour la part qui leur revient;

o) transmettent au CF la documentation certifiée inhérente à la comptabilité des dépenses, pour l'élaboration des DUR, selon les modalités et délais prévus par les procédures de comptabilité du Programme;

p) coopèrent avec le CF et les organismes de gestion du Programme pour perfectionner la documentation comptable en cas de

i) cooperano durante le fasi di controllo esperite dal CF, dagli organismi di controllo e di certificazione di primo livello, dall'AGU, dall'ACU, dall'AAU e dai servizi comunitari competenti nonché da qualsiasi organismo che ne abbia diritto accettandone le conseguenze;

j) ricevono il versamento dei contributi e ne danno tempestiva comunicazione al CF specificandone la DUR di riferimento;

k) elaborano e trasmettono i rapporti ordinari ed eventuali rapporti straordinari di monitoraggio nei tempi e nei modi richiesti dal CF;

l) adottano il Sistema Informatico di Gestione, Monitoraggio, Rendicontazione e Controllo del Programma dotandosi della strumentazione necessaria;

m) predispongono la documentazione contabile e ogni altra informazione finalizzata alla rendicontazione delle spese e all'elaborazione delle DUR attestandone la conformità in ordine al perseguimento degli obiettivi previsti dall'operazione. Trasmettono la documentazione ai servizi di controllo e certificazione di primo livello per le verifiche previste dalle procedure di rendicontazione del Programma;

n) ricevono dai servizi di controllo e certificazione di primo livello l'attestato di certificazione delle spese sostenute e ne verificano la conformità e l'esattezza in ordine al quadro finanziario di Progetto per la quota di loro competenza;

o) trasmettono al CF la documentazione certificata inerente la rendicontazione delle spese, finalizzata all'elaborazione delle DUR, nei tempi e nei modi previsti dalle procedure di rendicontazione del Programma;

p) cooperano con il CF e con gli organismi preposti alla Gestione del Programma al fine di perfezionare la documentazione contabile in caso di richiesta di integrazione e/o rettifica delle domande di rimborso;

q) dichiarano che le attività realizzate e

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

demande d'intégration et/ou de rectification des demandes de remboursement;

q) déclarent que les activités réalisées et comptabilisées pendant la mise en œuvre du Projet ne constituent pas de double emploi des travaux déjà effectués et assurent que ces activités représentent des solutions innovatrices;

r) déclarent que les activités réalisées pendant la mise en œuvre du Projet n'aient pas encore bénéficiées et ne bénéficient pas d'autres financements publics à valoir sur ces mêmes activités;

s) coopèrent pour le perfectionnement des procédures de dégagement sur demande du CF, sur initiative de l'AGU, procédant aux modifications budgétaires nécessaires;

t) assument leur responsabilité en cas d'irrégularités éventuelles vérifiées dans les dépenses qu'ils ont déclarées;

u) remboursent au CF tous les montants indûment versés à la suite d'une irrégularité par rapport à ce qui est prévu par la documentation du Programme au sens de l'art. 17 du Reg. (CE) n. 1080/2006;

v) transmettent au CF toute modification effectuée par rapport aux données fournies dans le Formulaire de candidature ou tout autre document concernant les relations juridiques entre les partenaires et entre partenaires et les organismes de gestion du Programme ;

w) respectent les conditions relatives à la discipline du régime d'aides d'État.

Article 5 – Structure de l'organisation du partenariat

1. Afin de garantir une bonne gestion du Projet et la coordination des actions réalisées pro quota par chaque partenaire, sera créé un Comité de Pilotage (CdP) avec la participation d'un membre en représentation de chaque partenaire.

2. Un CdP, présidé par le CF du Projet, sera créé avant la date de démarrage des activités et il se

contabilizzate durante la messa in opera del Progetto non costituiscano duplicazione di lavori già eseguiti e che dette attività costituiscano soluzioni innovative;

r) dichiarano che le attività realizzate durante la messa in opera del Progetto non abbiano già beneficiato e non beneficino di altri finanziamenti pubblici a valere sulle medesime attività;

s) cooperano al fine del perfezionamento delle procedure di disimpegno dietro richiesta del CF su impulso dell'AGU, operando le necessarie rimodulazioni di budget;

t) si assumono la responsabilità in caso di eventuali irregolarità riscontrate nelle spese da essi dichiarate;

u) rimborsano al CF tutti gli importi indebitamente versati in conseguenza di un'irregolarità in conformità a quanto previsto dalla documentazione del Programma ai sensi dell'art. 17 del Reg. (CE) n. 1080/2006;

v) trasmettono al CF ogni modifica avvenuta in ordine ai dati forniti per il tramite del Formulario di candidatura o di qualsiasi altro documento rilevante ai fini dei rapporti giuridici tra partner e tra partner e organismi di gestione del Programma;

w) rispettano le clausole relative alla disciplina degli aiuti di stato.

Articolo 5 - Struttura organizzativa del partenariato

1. Ai fini di assicurare una sana gestione del Progetto e il coordinamento delle azioni realizzate pro quota da ciascun partner, verrà costituito un Comitato di Pilotaggio (CdP) con la partecipazione di un membro in rappresentanza di ogni partner.

2. Entro la data di avvio delle attività viene costituito un CdP, presieduto dal CF di Progetto,

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

donnera un Règlement interne.

3. Ici de suite sont indiquées les fonctions principales du CdP:

a) il prend acte de la présente Convention, de ses Annexes et lance les activités du Projet;

b) il approuve les modifications du Projet et il pourvoie à les transmettre à l'AGU par le biais du CF;

c) il approuve l'externalisation pour l'achat de biens et/ou services non prévue par le Formulaire de candidature;

d) il résout les litiges entres les membres du partenariat;

e) il approuve les actions d'information, de diffusion et de publicité du Projet;

f) il approuve les rapports de suivi.

Article 6 – Coopération avec des tiers et acquisition de biens et/ou de services de sources extérieures

1. En cas de coopération avec des tiers et d'externalisation pour l'achat de biens et/ou services la responsabilité des activités mises en place reste au partenaire ayant adopté cette modalité de coopération.

2. Dans le cas susmentionné, quand la coopération avec des tiers et l'acquisition de biens et/ou de services de sources extérieures ne figure pas déjà dans le Formulaire de candidature et soit activée par le partenaire après l'approbation du Projet au financement, le partenaire est tenu à informer par écrit le CdP du Projet.

Article 7 – Cession de droits et obligations, succession légale

1. Le CF et les partenaires ne peuvent pas céder les droits et les obligations qui dérivent de la présente Convention sans l'autorisation du CdP et sans l'approbation de l'AGU et du Comité Directeur (CD) du Programme.

2. En cas de cession ou de succession légale, le CF ou le partenaire concerné sont tenus à transmettre

che si dota di un proprio regolamento interno.

3. Di seguito si elencano le principali funzioni del CdP:

a) prende atto della presente Convenzione, dei relativi Allegati e dà avvio alle attività del Progetto;

b) approva le modifiche di Progetto e provvede ad inoltrarle all'AGU per il tramite del CF;

c) approva l'esternalizzazione per l'acquisizione di beni e/o servizi qualora non prevista dal Formulario di candidatura;

d) dirime le controversie tra i membri del partenariato;

e) approva le azioni di informazione, diffusione e pubblicità del Progetto;

f) approva i rapporti di monitoraggio.

Articolo 6 - Cooperazione con terzi ed esternalizzazione per l'acquisizione di beni e/o servizi

1. In caso di cooperazione con terzi ed esternalizzazione per l'acquisizione di beni e/o servizi la responsabilità delle attività così realizzate permane in capo al partner che avrà adottato tale modalità di cooperazione.

2. Quando, nei casi di cui sopra, la cooperazione con terzi e/o l'esternalizzazione per l'acquisizione di beni e/o servizi non figuri già nel formulario di candidatura e venga attivata dal partner successivamente all'approvazione a finanziamento del Progetto, il partner medesimo è tenuto a informare per iscritto il CdP del Progetto.

Articolo 7 - Cessione di diritti ed obblighi, successione legale

1. Il CF e i partner non possono cedere i diritti e gli obblighi derivanti dalla presente Convenzione senza autorizzazione del CdP e senza l'approvazione dell'AGU e del Comitato Direttivo (CD) del Programma.

2. In caso di cessione o di successione legale, il CF o il partner interessato sono tenuti a trasmettere

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

toutes les obligations et responsabilités au cessionnaire ou au successeur légal en vertu de la présente Convention.

3. En tout cas la délégation des activités est exclue.

Article 8 – Modifications du Projet

1. Les modifications éventuelles du Projet, rendues nécessaires à cause de circonstances inconnues au moment de la présentation de la candidature et/ou à cause de changements du contexte de référence, sont permises à condition d'être dûment justifiées et à condition de ne pas changer la nature et les objectifs du Projet même

2. Attendu ce qui précède, les modifications suivantes sont permises:

- modifications à valoir sur le budget d'un ou de plusieurs partenaires par rapport à ce qui est indiqué dans le Formulaire de candidature,
- modifications inhérentes aux activités ou à certaines parties des activités.

3. Les procédures de modifications devront être effectuées dans le respect de ce qui est prévu par la documentation du Programme.

4. Les modifications budgétaires au-dessous de 10% pourront être soutenues uniquement après communication formelle de recevabilité de la part du STC. Toute dépense éventuelle réalisée avant la communication du STC sera soutenue sous la responsabilité du partenaire qui la soutient et du Chef de file.

Les modifications budgétaires au-dessus de 10% devront être approuvées par le Comité Directeur. Ces modifications pourront se réaliser une seule fois pendant la mise en œuvre du projet. Toute dépense éventuelle réalisée avant l'approbation du Comité Directeur sera effectuée sous la responsabilité du Chef de file.

En cas de révision du budget, si le projet est subordonné au respect des règles régissant les aides d'État aux termes de l'art. 3.1 ff), les contraintes budgétaires posées par ce même régime devront être prises en considération.

tutti gli obblighi e le responsabilità, in virtù della presente Convenzione, al cessionario o al successore legale.

3. È in ogni caso fatta esclusione di delega delle attività.

Articolo 8 - Modifiche al Progetto

1. Eventuali modifiche di Progetto, rese necessarie da circostanze non conosciute al momento della presentazione della candidatura e/o dal mutato contesto di riferimento sono consentite purché opportunamente motivate e a condizione che non alterino la natura e gli obiettivi del Progetto stesso.

2. Atteso quanto precede sono consentite le seguenti modifiche:

- modifiche a valere sul budget di uno o più partner rispetto a quanto indicato nel Formulario di candidatura,
- modifiche inerenti attività o parti di esse.

3. Le procedure di modifica dovranno essere esperite seguendo quanto previsto dalla documentazione di Programma.

4. Le modifiche di budget al di sotto del 10% potranno essere sostenute solo dopo aver ricevuto formale comunicazione dell'avvenuta ricevibilità della modifica proposta da parte del STC. Eventuali spese realizzate prima della suddetta comunicazione da parte del STC saranno effettuate sotto la responsabilità del partner che le sostiene e del Capofila.

Le modifiche di budget al di sopra del 10% dovranno essere approvate dal Comitato Direttivo. Tali modifiche possono avere luogo una sola volta durante l'implementazione del progetto. Eventuali spese realizzate prima dell'approvazione da parte del Comitato Direttivo saranno effettuate sotto la responsabilità del Capofila.

Qualora si intenda procedere ad una modifica di budget e il progetto sia soggetto al rispetto del regime degli aiuti di stato di cui all'art. 3.1 ff) della convenzione AGU-Capofila, si dovranno tenere in considerazione i vincoli di budget posti

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

da questo stesso regime.

Article 9 – Inexécution et retard de l'exécution

1. Le CF est responsable pour le Projet vis-à-vis de l'AGU en qualité de sujet chargé d'assurer l'exécution de toute l'opération.

2. Il est tenu à indemniser les autres partenaires pour les dommages éventuels dérivant de manquements aux obligations prises avec la Convention notamment celles prévues par l'art. 3.

3. Chaque partenaire est responsable vis-à-vis du CF et des autres partenaires pour les obligations prises en vertu de la Convention notamment celles prévues par l'art. 4.

4. Chaque partenaire est tenu à informer le CF, dans les délais les plus brefs, et de toute manière dans les 15 jours, des évènements susceptibles de compromettre la réalisation de sa part du Projet.

5. En cas d'inexécution le CF exigera que le partenaire défaillant réalise les activités non exécutés dans les délais les plus brefs, au plus tard dans les 30 jours suivants.

6. En cas d'inexécutions répétés, le partenaire pourra être exclu du Projet, après approbation du CdP du Projet et après approbation du CD du Programme.

7. Le partenaire exclu conformément à l'article en question est soumis à ce qui est contemplé par l'article 10 suivant.

Article 10 – Variations de la composition du partenariat

1 Toute variation de partenariat n'est permise qu'après délibération du CdP du Projet et approbation du CD du Programme.

2. La substitution ou l'insertion ou le retrait ou l'exclusion d'un ou de plusieurs partenaires n'est permis qu'en cas de force majeur dûment justifiée ou pour manquement grave et répété, après l'approbation du CdP du Projet et l'approbation du CD du Programme.

3. Dans les cas la substitution ou le retrait ou

Articolo 9 - Inadempimento e ritardo nell'esecuzione

1. Il CF è responsabile del Progetto nei confronti dell'AGU in qualità di soggetto incaricato di assicurare l'esecuzione dell'intera operazione.

2. Esso è tenuto ad indennizzare gli altri partner per eventuali danni derivanti da inadempienze in ordine agli obblighi assunti in forza della presente Convenzione con particolare riferimento a quelli previsti dall'art. 3.

3. Ciascun partner è responsabile nei confronti del CF e degli altri partner in ordine agli obblighi assunti in forza della presente Convenzione con particolare riferimento a quelli previsti dall'art. 4.

4. Ciascun partner è tenuto ad informare il CF, senza indugio, e comunque entro 15 giorni, in ordine ad eventi suscettibili di compromettere la realizzazione della propria quota di Progetto.

5. In caso di inadempienze il CF intimerà al partner inadempiente di eseguire quanto dovuto senza indugio, e comunque non oltre 30 giorni.

6. In caso di inadempienze reiterate, il partner può essere escluso dal Progetto, previa approvazione del CdP del Progetto ed approvazione del CD del Programma.

7. Il partner escluso ai sensi del presente articolo è soggetto a quanto previsto dal successivo art. 10.

Articolo 10 - Variazioni nella composizione del partenariato

1. Ogni variazione del partenariato è consentita previa approvazione del CdP del Progetto ed approvazione del CD del Programma.

2. La sostituzione o l'inserimento o il ritiro o l'esclusione di uno o più partner é consentito unicamente per cause di forza maggiore debitamente giustificate o per inadempienza grave e reiterata, previa approvazione del CdP del Progetto ed approvazione del CD del Programma.

l'exclusion d'un ou de plusieurs partenaires détermine le non respect de la condition obligatoire d'éligibilité correspondant à la présence dans le partenariat des deux Etats membre, le CD devra se prononcer sur les modalités de continuation du Projet.

4. Dans le cas où un partenaire n'aura pas réalisé entièrement les activités qui lui étaient attribuées, il n'aura pas droit au remboursement des dépenses effectuées, sauf les dépenses fonctionnelles pour la réalisation des résultats finals du Projet. Dans ce cas, le partenaire est tenu à la répétition des dépenses éventuellement remboursées et à l'indemnisation des dommages éventuels dus au manquement.

5. Le CD du Programme peut toutefois décider de modifier lui-même le partenariat à la suite de situations graves se produisant dans le cadre du projet et dûment justifiées.

Article 11 – Mesures pour l'information et la publicité

1. Le CF et les partenaires réaliseront conjointement un plan de communication qui assurera la promotion appropriée du Projet auprès des groupes cible et auprès du grand public.

2. La documentation, les publications et les manifestions réalisées dans la cadre du Projet doivent mentionner avoir reçu une contribution du FEDER dans le cadre du Programme Opérationnel Italie-France "Maritime" 2007-2013 et doivent respecter les dispositions prévues par le Reg. (CE) n. 1828/2006 Chapitre II Sect. I, concernant les mesures de l'Information et de la Publicité, comme prévu par la documentation du Programme notamment dans le Manuel de l'Image Coordonnée.

3. Tout avis ou publication reliés au Projet, quelle que soit sa forme et par n'importe quel média, y compris Internet, devra indiquer qu'il reflète l'opinion de l'auteur et que l'AGU n'est pas responsable d'une utilisation qui pourrait être faite des informations contenues.

4. L'AGU est autorisée à publier sous n'importe

3. Nei casi in cui la sostituzione o il ritiro o l'esclusione di uno o più partner determini il venir meno del requisito obbligatorio di ammissibilità costituito dalla presenza nel partenariato dei due Stati membri il CD dovrà esprimersi in ordine alle modalità di prosecuzione del Progetto.

4. Nel caso in cui un partner non abbia realizzato per intero le attività ad esso assegnate questo non avrà diritto al rimborso delle spese sostenute eccezion fatta per quelle funzionali al conseguimento dei risultati finali del Progetto. In questo caso il partner è obbligato alla ripetizione delle spese eventualmente già rimborsate e all'indennizzo di eventuali danni per inadempimento.

5. Il CD del Programma può tuttavia decidere di apportare esso stesso modifiche al partenariato a fronte di situazioni gravi all'interno del progetto e debitamente giustificate.

Articolo 11 - Misure di informazione e pubblicità

1. Il CF e i partner realizzeranno congiuntamente un piano di comunicazione che assicuri una promozione adeguata del Progetto sia nei confronti dei gruppi target che nei confronti del grande pubblico.

2. La documentazione, le pubblicazioni e gli eventi realizzati nell'ambito del Progetto devono precisare di aver ricevuto un contributo FESR nell'ambito del Programma Operativo Italia-Francia "Marittimo" 2007-2013 e comunque devono rispettare le disposizioni previste dal Reg. (CE) n. 1828/2006 Capo II Sez. I, relativo alle misure di Informazione e Pubblicità, e quanto previsto dalla documentazione di Programma con particolare riferimento al Manuale di Immagine Coordinata.

3. Qualsiasi avviso o pubblicazione collegati al Progetto, sotto qualsiasi forma e tramite qualsiasi mezzo, compreso Internet, dovrà indicare che trattasi di opinione dell'autore e che l'AGU non è responsabile di un utilizzo che potrebbe essere fatto delle informazioni contenute.

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

quelle forme et par n'importe quel moyen, y compris Internet, les informations suivantes:

- le nom du CF et de ses partenaires,
- le titre et l'objet du Projet,
- le montant de la contribution publique accordée et le pourcentage du coût total du Projet couvert par le financement,
- la localisation géographique du Projet,
- le rapport final du Projet,
- toutes les informations inhérentes au Projet qui ne contiennent pas de données confidentielles.

Article 12 – Droits de Propriété

1. Le partenariat du Projet doit garantir que tous les produits développés dans le cadre du Projet cofinancé par le Programme Opérationnel Italie-France "Maritime" 2007-2013, soient libres de droits et donc de notoriété publique, dans le respect des normes communautaires et des législations nationales sur la propriété intellectuelle.

2. L'AGU se réserve le droit d'utiliser les produits réalisés dans le cadre du Projet pour ses activités de communication et d'information.

3. En cas de droits préexistants à valoir sur les produits déjà réalisés par un ou plusieurs partenaires et mis à disposition du Projet, ces droits seront reconnus à condition que les partenaires concernés les aient communiqués au préalable et que le partenariat ait donné son avis favorable.

4. Le partenaire qui met à disposition des produits réalisés en dehors du cadre de référence du Projet doit informer au préalable le CF, qui devra veiller à ce que ces produits ne fassent pas l'objet de financements à valoir sur les ressources du Projet.

5. Cependant, au cas où un ou plusieurs partenaires auraient réalisés conjointement un ou plusieurs investissements matériels ou immatériels dont les parties de l'œuvre de pertinence ne peuvent pas être vérifiées, les dites partenaires partageront la propriété de celle-ci.
Les conditions éventuelles concernant l'attribution et les termes pour exercer le droit de

4. L'AGU è autorizzata a pubblicare sotto qualsiasi forma e tramite qualsiasi mezzo, compreso Internet, le informazioni seguenti:

- il nome del CF e dei suoi partner,
- il titolo e l'oggetto del Progetto,
- l'importo di contributo pubblico concesso e la percentuale del costo totale del Progetto coperto dal finanziamento,
- la localizzazione geografica del Progetto,
- il rapporto finale del Progetto,
- qualsiasi informazione inerente il Progetto che non contenga notizie di tenore riservato.

Articolo 12 - Diritti di Proprietà

1. Il partenariato di Progetto deve garantire che tutti i prodotti sviluppati nell'ambito del Progetto cofinanziato dal Programma Operativo Italia-Francia "Marittimo" 2007-2013, saranno liberi da diritti e dunque di dominio pubblico, nel rispetto della normativa comunitaria e delle leggi nazionali sulla proprietà intellettuale.

2. L'AGU si riserva il diritto di utilizzare i prodotti realizzati nell'ambito del Progetto per le sue attività di comunicazione e informazione.

3. In caso di diritti preesistenti a valere su prodotti già realizzati da uno o più partner e messi a disposizione del Progetto, tali diritti saranno riconosciuti a condizione che i partner interessati ne diano comunicazione preventiva e che il partenariato si sia espresso in senso favorevole.

4. Il partner che metta a disposizione prodotti realizzati fuori del quadro di riferimento del Progetto deve darne preventiva notizia al CF, il quale deve vigilare affinché detti prodotti non siano oggetto di finanziamento a valere sulle risorse del Progetto.

5. Tuttavia, nel caso in cui uno o più partner abbiano realizzato congiuntamente uno o più investimenti materiali o immateriali e nel caso in cui le parti dell'opera di pertinenza non possano essere accertate, essi avranno una comproprietà di questo/i.
Eventuali condizioni relative all'assegnazione ed i termini per esercitare il diritto di proprietà

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

propriété conjointe devront être indiquées dans une déclaration spécifique du CF qui devra être jointe à la première demande de remboursement.

6. Chaque partenaire assure que les produits réalisés dans le cadre de l'art. 57 du Reg. (CE) n. 1083/2006 ne peuvent pas être transférés pour une période de 5 ans à partir de l'achèvement de l'opération.

7. Le partenariat assure, sous la surveillance du CF, le plein respect de ce que prévoit l'art. 55 du Reg. (CE) n. 1083/2006 en matière de génération de recettes.

Article 13 - Confidentialité

1. Même si la réalisation du Projet est de nature publique, certaines informations échangées entre le CF et les partenaires, entre les partenaires eux-mêmes ou entre le partenariat et les organismes de gestion du Programme, peuvent être de nature confidentielle si dûment motivées. Dans ce cas on demande de spécifier les destinataires et les moyens de divulgations pour lesquels la confidentialité doit être garantie. Il est rappelé l'obligation de se conformer à la législation en vigueur en matière de protection des données.

Article 14 – Cadre financier du Projet

1. Pour la mise en œuvre du Projet « Appui aux Réseaux Transfrontaliers Touristiques – ART² » une contribution publique de 565.000,00 Euro est octroyée, dont 423.750,00 Euro à titre de contribution publique communautaire Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et 141.250,00 Euro à titre de contrepartie nationale (CN).

En ce qui concerne le montant cité ci-dessus, 0 EUR ont été attribués en vertu du régime « de minimis » (Règlement (UE) n. 1407/2013)

Article 15 – Contrepartie nationale

1. Le CF italien ou français active la demande pour la part de contribution CN, qui revient uniquement aux partenaires italiens, en envoyant

congiunto dovranno essere riportate in un'apposita dichiarazione da parte del CF che dovrà essere allegata alla prima richiesta di rimborso.

6. Ciascun partner garantisce che i prodotti rientranti nell'ambito dell'art. 57 del Reg. (CE) n. 1083/2006 non possano essere trasferiti entro il periodo di 5 anni dal completamento dell'operazione.

7. Il partenariato assicura, sotto la vigilanza del CF, il pieno rispetto di quanto previsto dall'art. 55 del Reg. (CE) n. 1083/2006 in tema di generazione di entrate.

Articolo 13 - Riservatezza

1. Pur essendo la realizzazione del Progetto di natura pubblica, alcune informazioni scambiate tra il CF e i partner, fra i partner stessi o fra il partenariato e gli organismi di gestione del Programma, possono essere confidenziali ove opportunamente motivato. In tal caso è richiesto che vengano circostanziati i destinatari ed i mezzi di diffusione rispetto ai quali la riservatezza deve essere garantita. Si ricorda comunque l'obbligo di conformarsi alla legislazione vigente in materia di privacy.

Articolo 14 - Quadro finanziario del Progetto

1. Per l'attuazione del Progetto « Appui aux Réseaux Transfrontaliers Touristiques – ART² » viene concesso un contributo pubblico di 565.000,00 Euro, di cui 423.750,00 Euro a titolo di contributo pubblico comunitario Fondo Europeo Sviluppo Regionale (FESR) e 423.750,00 Euro a titolo di contropartita nazionale (CN).

Con riferimento all'importo di cui sopra, 0 EUR sono stati conferiti ai sensi del regime de minimis (Regolamento (UE) n. 1407/2013).

Articolo 15 – Contropartita nazionale

1. Il CF italiano o francese attiva la richiesta delle

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

la DUR, conformément aux conditions en matière de contribution publique.

2. Les partenaires français s'engagent à demander leur part de CN aux signataires de la lettre de cofinancement, selon la répartition indiquée dans le Formulaire de candidature.

3. Chaque Partenaire du Projet – y compris le CF, est responsable vis-à-vis des éventuelles administrations qui garantissent la contribution publique pour la part qui lui revient, de l'utilisation des ressources qui lui sont attribuées et de la régularité des activités réalisées.

Article 16 – Circuit financier

1. Le CF italien reçoit sur un compte bancaire la contribution FEDER et la CN qui lui seront versés par l'ACU suite à la présentation d'une DUR, jusqu'au versement du solde final, compte tenu de toute anticipation déjà payée. Les éventuels intérêts actifs échus sur le compte bancaires seront déduits de la contribution publique.

2. Le CF italien versera dans les délais les plus brefs les parts respectives de FEDER et de CN à chaque Partenaire italien, et uniquement les parts FEDER aux partenaires français, en fonction des dépenses effectivement soutenues et certifiées et figurant dans une DUR vérifiée ultérieurement par l'AGU et par l'ACU. Les Partenaires français reçoivent – le cas échéant - la CN - de la part des signataires de la lettre de cofinancement.

3. Le CF français reçoit sur son compte bancaire uniquement le FEDER, qui lui est versé par l'ACU à valoir sur les DUR jusqu'au versement du solde final, compte tenu de toute anticipation déjà payée. et procède au versement dans les délais les plus brefs les parts respectives aux Partenaires, en fonction des dépenses effectives et certifiées et indiquées dans une DUR ultérieurement vérifiée par l'AGU et par l'ACU. Dans ce cas les Partenaires italiens reçoivent la CN directement de la part de l'ACU. Les Partenaires français reçoivent – le cas échéant - la CN de la part des signataires de la lettre de cofinancement.

4. La contribution financière sera versée par le CF sur les comptes bancaires indiqués par chaque

quote di CN, di pertinenza dei soli partner italiani, attraverso l'invio della DUR, ai sensi delle condizioni che disciplinano il contributo pubblico.

2. I partner francesi si impegnano a richiedere le rispettive quote di CN ai soggetti firmatari delle lettere di cofinanziamento, secondo la ripartizione indicata nel Formulario di candidatura.

3. Ciascun partner del Progetto – compreso il CF – è responsabile, nei confronti delle eventuali amministrazioni che assicurano il contributo pubblico per la parte di sua pertinenza, dell'utilizzo delle risorse che gli sono attribuite e della regolarità delle attività realizzate.

Articolo 16 – Circuito finanziario

1. Il CF italiano riceve su un conto bancario il contributo FESR e il CN, a lui versati dall'ACU a valere sulle DUR, sino all'erogazione del saldo tenuto conto dell'anticipo già liquidato. Eventuali interessi attivi maturati sul conto bancario saranno portati in detrazione del contributo pubblico.

2. Il CF italiano verserà senza indugio e comunque entro 45 gg le rispettive quote di FESR e di CN a ognuno dei partner italiani e le sole quote di FESR ai partner francesi, in funzione delle spese effettivamente sostenute e certificate e inserite in una DUR ulteriormente verificata dall'AGU e dall'ACU. I partner francesi ricevono – se del caso - il CN dai soggetti firmatari delle lettere di cofinanziamento.

3. Il CF francese riceve su un conto bancario il solo FESR, a lui versato dall'ACU a valere sulle DUR sino all'erogazione del saldo tenuto conto dell'anticipo già liquidato, e provvede a versare ai partner senza indugio e comunque entro 45 gg le rispettive quote, in funzione delle spese effettivamente sostenute e certificate e inserite in una DUR ulteriormente verificata dall'AGU e dall'ACU. In questo caso i partner italiani ricevono il CN direttamente dall'ACU. I partner francesi ricevono – se del caso - il CN dai soggetti

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

Partenaire sur les formulaires prévus à cet effet.

5. Seules les dépenses certifiées et insérées dans une Demande Unique de Remboursement transmise à l'Autorité de Gestion Unique seront prises en considération pour le calcul relatif à la réalisation des objectifs de dépense du projet prévus à l'art. 17 suivant.

Article 17 – Dégagement

1. Le partenariat doit respecter les objectifs minimums de dépense cohérents avec les objectifs globaux du Programme conformément à ce qui est indiqué dans le Formulaire de candidature et à ce qui sera par la suite précisé au niveau du Projet.

2. Le projet, dont la durée ne pourra pas dépasser le 31 octobre 2015, doit:

a) présenter au STC des demandes de remboursement pour une capacité financière d'au moins 46% du budget avant le 30 avril 2015 ;

b) présenter au STC des demandes de remboursement pour une capacité financière totale égale à 100% du budget avant le 31 octobre 2015, ou, si antécédente, à la clôture des activités du Projet.

Au cas où, à la date indiquée au point b), les DUR présentées n'attendraient pas le montant total égal à 100%, les dispositions du paragraphe 7.6 du Manuel de l'utilisateur pour projets simples seront appliquées.

3. Le non respect des objectifs de dépense susmentionnés pourra donner lieu à l'instruction d'une procédure du CD de dégagement à valoir sur le budget de Projet, proportionnellement à la masse financière non dépensée par chaque Partenaire en se référant aux prévisions du Formulaire de candidature.

4. La procédure susmentionnée ci-dessus sera remplie en suivant les indications fournies par le STC.

5. Le Comité de Pilotage du Projet prendra acte

firmatari delle lettere di cofinanziamento.

4. Il contributo finanziario sarà versato dal CF sui conti bancari indicati da ciascuno dei partner attraverso l'apposita modulistica.

5. Ai fini del calcolo del raggiungimento degli obiettivi di spesa del progetto previsti dal successivo art. 17 saranno considerate le sole spese certificate ed inserite in una Domanda Unica di Rimborso inviata all'Autorità di Gestione Unica.

Articolo 17 - Disimpegno

1. Il partenariato deve rispettare gli obiettivi minimi di spesa coerenti con gli obiettivi complessivi del Programma conformemente a quanto indicato nel Formulario di candidatura e a quanto di seguito precisato a livello di Progetto.

2. Il progetto, la cui durata non potrà superare il 31 ottobre 2015, deve:

a) presentare al STC richieste di rimborso per una capienza finanziaria di almeno il 46% del budget entro il 30 aprile 2015;

b) presentare al STC richieste di rimborso per una capienza finanziaria complessiva pari al 100% del budget entro il 31 ottobre 2015, o, se antecedente, alla chiusura delle attività di Progetto.

Nel caso in cui entro la data stabilita al punto b) non fossero presentate DUR per l'importo complessivo pari al 100% si rinvia a quanto previsto nel Manuale d'uso per progetti semplici al par. 7.6.

3. Il mancato rispetto degli obiettivi di spesa sopra indicati potrà dar luogo all'istruzione di una procedura del CD di disimpegno a valere sul budget di Progetto, in misura proporzionale alla massa finanziaria non spesa da ciascun Partner con riferimento alle previsioni del Formulario di candidatura.

4. La procedura di cui sopra verrà esperita sulla base delle indicazioni fornite dall'STC.

5. Il Comitato di Pilotaggio del Progetto prenderà

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

du nouveau plan financier à la suite de la rectification tout en respectant les montants définis au point 4.

Article 18 – Langue de travail

1. Les langues officielles du Programme sont l'italien et le français.

2. Les documents de travail destinés aux partenaires et/ou aux organismes de gestion du Programme devront être préparés dans la langue du CF.

3. Les produits officiels du Projet devront être préparés dans les deux langues officielles.

Article 19 – Gestion des conflits dans le partenariat

1. Le CdP du Projet sera appelé à résoudre les conflits éventuels entre les Partenaires ou entre les Partenaires et le CF. Si cet organe ne devait pas réussir à résoudre le conflit, la question sera transmise à l'AGU qui l'examinera en étroite collaboration avec le STC. L'AGU se prononcera sur le conflit et demandera au CF et au/aux Partenaire(s) de respecter la décision qui sera proposée.

2. Si une solution du conflit devait s'avérer impossible, on consultera le CD du Programme, qui se prononcera avec une décision définitive. Le Comité de Suivi décidera sur le conflit dans le cas où le CD n'arrive pas à y mettre fin. En dernier lieu, si le partenariat n'aura pas respecté la décision du CdS dans les 30 jours après l'injonction, ou en cas d'impossibilité de résoudre le litige dans l'attente de la décision de la part des autorités judiciaires compétentes, le financement du Projet sera révoqué avec faculté de demande de remboursement des ressources financières déjà fournies, sous réserve de dommages éventuels.

Article 20 – Droit applicable

1. La présente Convention est soumise aux lois du Pays du CF, sous réserve de l'application d'éventuelles dispositions prévues par les normes

atto del nuovo piano finanziario conseguente alla rettifica nel rispetto degli importi definiti di cui al punto 4.

Articolo 18 - Lingua di lavoro

1. Le lingue ufficiali del Programma sono l'italiano e il francese.

2. I documenti di lavoro destinati al partenariato e/o agli organismi di gestione del Programma dovranno essere predisposti nella lingua del CF.

3. I prodotti ufficiali del Progetto dovranno essere predisposti nelle due lingue ufficiali.

Articolo 19 - Gestione dei conflitti nel partenariato

1. Il CdP del Progetto sarà chiamato a dirimere eventuali conflitti fra Partner o fra Partner e CF. Qualora tale organo non riesca a dirimere il conflitto, la questione sarà trasmessa all'AGU che la esaminerà in stretta collaborazione con l'STC. L'AGU deciderà sul conflitto ordinando al CF e al/ai Partner di conformarsi alla decisione da essa proposta.

2. In caso di impossibilità di soluzione del conflitto verrà consultato il CD del Programma, che si pronuncerà con una decisione inappellabile. Il Comitato di Sorveglianza deciderà sul conflitto qualora il CD non riesca a dirimerlo.

In ultimo, se il partenariato non si sarà conformato alla decisione del CdS entro 30 giorni dall'intimazione, ovvero in caso di impossibilità di ricomporre il litigio nelle more della decisione che dovrà essere rimessa alle autorità giudiziarie competenti, il finanziamento del Progetto verrà sospeso fatte salve le eventuali azioni di recupero e/o di rivalsa.

Articolo 20 - Diritto applicabile

1. La presente Convenzione è regolata dalle leggi del Paese del CF, fatta salva l'applicazione di

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

communautaires.

Le rapport entre les partenaires doit se référer aux documents indiqués dans la présente convention et à toute autre disposition relative au rapport entre AGU et CF.

Article 21 - Domicile

1. Les Partenaires prennent leur domicile à l'adresse indiquée dans le Formulaire de candidature; toutes les communications officielles seront envoyées à cette adresse.

2. Chaque changement de domicile devra être notifié au CF qui informera l'AGU dans les 15 jours qui suivent la modification.

Article 22 – Dispositions finales

1. La présente Convention consiste en n. 30 pages, indiquant en tête le numéro de protocole du CF.

2. Les pages réservées à la souscription du partenariat indiquent pour chaque organisme partenaire les données suivantes:

- le nom de l'organisme,
- la signature in extenso du signataire,
- la date et le lieu de souscription.

3. Toute modification de la présente Convention doit être faite par écrit et être approuvée par le CdP du Projet, après avoir demandé une autorisation auprès de l'AGU.

eventuali disposizioni previste dalla normativa comunitaria.

Il rapporto tra il partenariato deve far riferimento ai documenti indicati nella presente convenzione e ad ogni altra disposizione che attenga al rapporto tra AGU e CF.

Articolo 21 - Domicilio

1. I partner eleggono il proprio domicilio all'indirizzo indicato nel Formulario di candidatura; tutte le comunicazioni ufficiali saranno trasmesse a questo indirizzo.

2. Ogni cambiamento di domicilio sarà notificato al CF e da questi all'AGU entro 15 giorni dall'avvenuta modifica.

Articolo 22 - Disposizioni finali

1. La presente Convenzione si compone di n. 30 pagine, che riportano nell'intestazione il numero di protocollo del CF.

2. Le pagine riservate alla sottoscrizione del partenariato, riportano per ciascun organismo partner i seguenti dati:

- il nome dell'organismo,
- la firma per esteso del soggetto firmatario,
- la data ed il luogo di sottoscrizione.

3. La modifica della presente Convenzione deve avere forma scritta e deve essere approvata dal CdP del Progetto, previa richiesta all'AGU di specifica autorizzazione.

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

Pour le Chef de file / Per il Capofila:

Chambre de Commerce et d'Industrie de Bastia et de la Haute Corse
(Nom du Chef de file / Nome del Capofila)

Inhérente le Projet / Afferente il Progetto:

« Appui aux Réseaux Transfrontaliers Touristiques – ART² »
(Titre du Projet / Titolo del Progetto)

Lu, confirmé et approuvé à / Letto, confermato e approvato a:

Bastia……

Le / il 04 novembre 2014……

par/da Paul TROJANI, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bastia et de la Haute Corse

(Prénom, Nom et Fonction du signataire / Nome, Cognome, Funzione del firmatario)

Signature / Firma

……

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

Pour le Partenaire N.2 / Per il Partner N.2 :

AGENCE DU TOURISME DE LA CORSE……
(Numero et nom du Partenaire / Numero e nome del Partner)

Date et N. du Protocole / Data e N. Protocollo:

……..……
(Date et N. *du Protocole apposée par le Partenaire / Data e numero Protocollo apposta dal Partner)*

Inhérente le Projet / Afferente il Progetto:

« Appui aux Réseaux Transfrontaliers Touristiques – ART² »
(Titre du Projet / Titolo del Progetto)

Lu, confirmé et approuvé à / Letto, confermato e approvato a:

……..……

Le / il……

par/da Vanina PIERI, Présidente de l'Agence du Tourisme de la Corse……
(Prénom, Nom et Fonction du signataire / Nome, Cognome, Funzione del firmatario)

Signature / Firma

……

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

Pour le Partenaire N.3 / Per il Partner N.3 :

CAMERA DI COMMERCIO INDUSTRIA ARTIGIANATO E AGRICOLTURA DI LIVORNO ……
(Numero et nom du Partenaire / Numero e nome del Partner)

Date et N. du Protocole / Data e N. Protocollo:

……..……
(Date et N. *du Protocole apposée par le Partenaire / Data e numero Protocollo apposta dal Partner)*

Inhérente le Projet / Afferente il Progetto:

« Appui aux Réseaux Transfrontaliers Touristiques – ART² »
(Titre du Projet / Titolo del Progetto)

Lu, confirmé et approuvé à / Letto, confermato e approvato a:

……..……

Le / il……

par/da Sergio COSTALLI, Presidente……
(Prénom, Nom et Fonction du signataire / Nome, Cognome, Funzione del firmatario)

Signature / Firma

……

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

Pour le Partenaire N.4 / Per il Partner N.4:

Dipartimento di Economia e Management – Università di Pisa……
(Numero et nom du Partenaire / Numero e nome del Partner)

Date et N. du Protocole / Data e N. Protocollo:

……..……
(Date et N. *du Protocole apposée par le Partenaire / Data e numero Protocollo apposta dal Partner)*

Inhérente le Projet / Afferente il Progetto:

« Appui aux Réseaux Transfrontaliers Touristiques – ART² »
(Titre du Projet / Titolo del Progetto)

Lu, confirmé et approuvé à / Letto, confermato e approvato a:

……..……

Le / il……

par/da Pier Mario PACINI, Directeur……
(Prénom, Nom et Fonction du signataire / Nome, Cognome, Funzione del firmatario)

Signature / Firma

……

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

Pour le Partenaire N. 5/ Per il Partner N.5 :

PROVINCIA DI SASSARI……
(Numero et nom du Partenaire / Numero e nome del Partner)

Date et N. du Protocole / Data e N. Protocollo:

……..……
(Date et N. *du Protocole apposée par le Partenaire / Data e numero Protocollo apposta dal Partner)*

Inhérente le Projet / Afferente il Progetto:

« Appui aux Réseaux Transfrontaliers Touristiques – ART² »
(Titre du Projet / Titolo del Progetto)

Lu, confirmé et approuvé à / Letto, confermato e approvato a:

……..……

Le / il……

par/da Alessandra GIUDICI, Presidente……
(Prénom, Nom et Fonction du signataire / Nome, Cognome, Funzione del firmatario)

Signature / Firma

……

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

Pour le Partenaire N.6 / Per il Partner N.6:

INNOLABS Srl……
(Numero et nom du Partenaire / Numero e nome del Partner)

Date et N. du Protocole / Data e N. Protocollo:

……..……
(Date et N. *du Protocole apposée par le Partenaire / Data e numero Protocollo apposta dal Partner)*

Inhérente le Projet / Afferente il Progetto:

« Appui aux Réseaux Transfrontaliers Touristiques – ART² »
(Titre du Projet / Titolo del Progetto)

Lu, confirmé et approuvé à / Letto, confermato e approvato a:

……..……

Le / il……

par/da Marco CELI, dirigente……
(Prénom, Nom et Fonction du signataire / Nome, Cognome, Funzione del firmatario)

Signature / Firma

……

N. Prot. _____ du /del _____
(à apposer par le CF /da apporre da parte del CF)

Pour le Partenaire N.7 / Per il Partner N.7:

Centro Ligure per la Produttività – CCIAA di Genova……
(Numero et nom du Partenaire / Numero e nome del Partner)

Date et N. du Protocole / Data e N. Protocollo:

……..……
(Date et N. *du Protocole apposée par le Partenaire / Data e numero Protocollo apposta dal Partner)*

Inhérente le Projet / Afferente il Progetto:

« Appui aux Réseaux Transfrontaliers Touristiques – ART² »
(Titre du Projet / Titolo del Progetto)

Lu, confirmé et approuvé à / Letto, confermato e approvato a:

……..……

Le / il……

par/da Patrizia DE LUISE, Presidente……
(Prénom, Nom et Fonction du signataire / Nome, Cognome, Funzione del firmatario)

Signature / Firma

……